



Conseil économique et social

Distr. : Générale
5 mai 2011

Français
Original : Anglais

Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique Comité du commerce et de l'investissement

Deuxième session

Bangkok, 27-29 juillet 2011

Point 9 de l'ordre du jour provisoire

Faire avancer la coopération multilatérale et régionale en matière de commerce et d'investissement

Faire avancer la coopération multilatérale et régionale en matière de commerce et d'investissement

Note du secrétariat

Résumé

Le redressement en cours après la crise économique mondiale a montré que le commerce et l'investissement demeurent d'importants moteurs de croissance. Dans ce contexte, les pays de la région Asie-Pacifique ont continué à conclure des accords commerciaux régionaux pour promouvoir le commerce et l'investissement. Le champ d'application des accords commerciaux contemporains, notamment ceux conclus entre des pays en développement, a tendance à dépasser la simple libéralisation du commerce de biens pour être élargi à de nouveaux domaines tels que le commerce des services, les investissements, la protection des droits de propriété intellectuelle, la facilitation du commerce, les politiques et les normes de la concurrence. Il y a lieu d'observer toutefois qu'un grand nombre des engagements pris dans ces nouveaux domaines demeurent superficiels et ne contribuent pas de façon significative à la création de nouveaux courants commerciaux, de nouveaux investissements ou de nouvelles activités économiques en général. Si certains accords commerciaux régionaux contribuent notablement à la libéralisation des échanges commerciaux, ils sont néanmoins parfois considérés comme étant en partie responsables de la lenteur des progrès accomplis dans l'exécution du Programme de Doha pour le développement. Leur prolifération devrait toutefois se poursuivre quoiqu'à rythme plus lent, même en cas d'aboutissement du cycle de Doha. Il faudra donc intervenir pour régler le problème des augmentations possibles des coûts commerciaux au cas où la conclusion de nouveaux accords commerciaux se traduirait par une différenciation et une complexité accrue de l'environnement commercial régional.

Le présent document expose certains des problèmes actuels qui se posent dans les régimes commerciaux et d'investissement multilatéraux et régionaux présentant de l'importance pour les pays en développement et certains des domaines d'action essentiels en la matière, en particulier la coopération régionale. L'accent y est mis sur l'importance que revêt la réussite du Programme de Doha pour le développement ainsi que sur la nécessité de renforcer les accords commerciaux régionaux en tant que moteurs de l'intégration régionale et pièces maîtresses du système commercial multilatéral.

Le Comité souhaitera peut-être délibérer sur ces questions, en particulier sur le rôle du secrétariat pour y répondre.

Table des matières

| | Page |
|--|------|
| I. Introduction..... | 2 |
| II. L'Asie et le Pacifique continuent à poursuivre l'objectif de l'intégration régionale du commerce et des investissements avec des résultats variables | 3 |
| A. La prolifération des accords commerciaux régionaux se poursuit..... | 3 |
| B. La coopération régionale dans le domaine des investissements se développe..... | 5 |
| III. Le système commercial multilatéral a besoin d'être confronté à la réalité..... | 6 |
| IV. Le rôle de la CESAP | 8 |
| V. Questions à soumettre à l'examen du Comité..... | 10 |

I. Introduction

1. Les économies d'Asie et du Pacifique se sont en grande partie remises des effets de la grave crise économique et financière mondiale qui a débuté en 2008. La reprise des exportations et des flux d'investissements directs étrangers dans la région qui a commencé à la mi-2009, s'est poursuivie jusqu'au quatrième trimestre de 2010, époque à laquelle les exportations ont commencé à montrer des signes de faiblesse. La nature de la reprise montre que le commerce et les investissements sont toujours d'importants moteurs de croissance économique et de développement dans la région.

2. Dans ce contexte, les pays de la région de l'Asie et du Pacifique ont continué à conclure des accords commerciaux régionaux (ACR). Si certains de ces accords contribuent notablement à la libéralisation du commerce, ils sont néanmoins parfois considérés comme étant en partie responsables de la lenteur des progrès accomplis dans l'exécution du Programme de Doha pour le développement.¹

3. L'aboutissement du Cycle de Doha serait essentiel étant donné que non seulement cela ouvrirait des possibilités d'échanges commerciaux et d'investissement aux économies en développement mais cela aiderait aussi à préserver le système commercial multilatéral établi dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). L'OMC a contribué d'une manière importante à préserver les règles libérales, transparentes, prévisibles et stables du système commercial multilatéral alors que les pays du monde entier, y compris en Asie et dans le Pacifique, auraient pu autrement être tentés de recourir au protectionnisme pour faire face à la crise.

4. Le présent document est établi sur la base des informations figurant dans le Rapport 2011 à paraître sur le commerce et l'investissement en Asie et dans le Pacifique² apparaître et passe en revue les problèmes posés par la prolifération des accords régionaux relatifs au commerce et aux investissements et leur interaction avec le système commercial multilatéral. Il présente les principaux moyens d'action qui sont ouverts aux économies de la région et formule des propositions sur le rôle du secrétariat de la CESAP à cet égard.

¹ Voir A/C.2/56/7, annexe.

² ST/ESCAP/2596

II. L'Asie et le Pacifique continuent à poursuivre l'objectif de l'intégration régionale du commerce et des investissements avec des résultats variables

A. La prolifération des accords commerciaux régionaux se poursuit

5. Les économies de l'Asie et du Pacifique ont continué à conclure des ACR, y compris des accords commerciaux avec des partenaires commerciaux situés hors de la région. Selon la base de données de la CESAP sur les accords commerciaux et d'investissement dans la région de l'Asie-Pacifique (APTIAD), au 1^{er} mai 2011, 123 ACR dont un au moins impliquait un pays de la région de la CESAP étaient en vigueur, soit cinq fois plus qu'en 1995. Sur le nombre total d'ACR conclus en 2011, 91 étaient des accords bilatéraux; les autres étaient des accords plurilatéraux (auxquels étaient parties plus de deux pays), dont des accords commerciaux conclus entre un bloc commercial et un seul pays. En outre, plus de 50 autres ACR étaient soit envisagés soit en cours de négociation.

6. Le champ d'application des accords commerciaux contemporains notamment ceux conclus entre des pays en développement s'est élargi dépassant la simple libéralisation du commerce des biens pour englober souvent des engagements et des dispositions dans des domaines tels que le commerce des services, les investissements, la protection des droits de propriété intellectuelle, la facilitation du commerce, les politiques et les normes de la concurrence. De fait, la tendance est à la disparition des accords d'investissement traditionnels internationaux tels que les traités d'investissement bilatéraux en faveur d'ACR dans lesquels figurent des chapitres sur les investissements (voir plus loin section B). Toutefois, dans de nombreux cas, les engagements pris dans ces nouveaux domaines demeurent relativement superficiels et ne contribuent pas de façon significative à l'expansion des échanges commerciaux, des investissements et des activités économiques.

7. Des ACR ont continué d'être signés pendant la crise récente et la période de redressement qui a suivi. Comme la signalé l'OMC, entre novembre 2008 et mars 2011, 37 nouveaux ACR sont entrés en vigueur dont 15 ont été conclus par des économies de la région et 4 autres entre une économie de la région et d'autres pays situés hors de la région.³

8. En ce qui concerne les échanges commerciaux visés par ces accords, selon le rapport 2010 sur le commerce et l'investissement en Asie et dans le Pacifique,⁴ en moyenne 35 % environ des exportations totales des pays de l'Asie et du Pacifique qui sont parties à des ACR sont destinées à des partenaires commerciaux parties à ces accords. Cela veut dire que sur chaque dollar tiré des exportations, 35 cents seulement proviennent des exportations vers des pays qui se sont associés au pays exportateur dans le cadre d'un accord commercial régional. Autrement dit, plus de deux tiers des exportations des économies de la

³ La Turquie a conclu cinq ACR supplémentaires au cours de cette période. Ces données sont tirées de la base de données de l'OMC sur les ACR et ne concernent que les accords déjà notifiés à l'OMC. La base de données peut être consultée à l'adresse suivante: <http://rtais.wto.org>

⁴ Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, *Asia-Pacific Trade and Investment Report 2010: Recent Trends and Developments*, ST/ESCAP/2590. Disponible à l'adresse suivante : <http://www.unescap.org/tid/publication/aptir2590.pdf>.

région ne sont pas couverts par des ACR (il s'agit dans la plupart des cas d'exportations à destination de l'Union européenne et des États-Unis d'Amérique).

9. La prolifération rapide des ACR a créé un étonnant réseau d'engagements qui se recoupent et parfois se contredisent les économies concernées étant souvent parties à une multiplicité d'accords auxquels participent les mêmes partenaires. En outre, le taux d'utilisation réelle des concessions commerciales négociées en vertu d'ACR n'est pas toujours très élevé et dépend non seulement des capacités d'offre des producteurs et des commerçants mais aussi de la définition et de la complexité des règles d'origine qui diffèrent selon les ACR et sont souvent considérées par les économies en développement comme équivalant à des obstacles non tarifaires importants. Par exemple, plusieurs enquêtes ont montré qu'un tiers au moins des entreprises participantes dans six économies de l'Asie et du Pacifique pensaient que les règles d'origine figurant dans les ACR signés par leurs gouvernements respectifs avaient entraîné une augmentation des coûts de production et des transactions commerciales.⁵

10. En théorie, l'élargissement de la participation aux ACR permettrait d'accroître les avantages tirés des échanges commerciaux et de mieux répartir ces avantages, mais en pratique, ce n'est pas si facile à réaliser. En fait, seuls 15 des accords commerciaux plurilatéraux et 21 des accords commerciaux bilatéraux auxquels participe un pays de la région contiennent des dispositions sur l'accession. En outre, même lorsque de telles dispositions existent, elles ne s'appliquent peut-être qu'à certains pays, tels que ceux qui sont situés dans une région géographique donnée et pas nécessairement à toutes les économies de la région Asie-Pacifique ou du monde. À cet égard, il existe une différence bien nette entre les accords commerciaux plurilatéraux et les accords régionaux bilatéraux: alors que deux tiers des accords plurilatéraux restreignent la participation aux pays situés dans une région géographique donnée ou appartenant à un autre type de groupe de pays et/ou ayant un niveau particulier de développement, aucun des accords commerciaux bilatéraux ne comporte de restrictions de ce type. Toutefois, tous les ACR exigent que les modalités d'accession d'un nouveau membre (potentiel) fassent l'objet d'une négociation. Dans la pratique, des négociations sur l'accession de nouveaux membres sont en cours pour trois seulement des accords commerciaux plurilatéraux: la Mongolie négocie l'accession à l'Accord commercial Asie-Pacifique (ACAP) depuis 2010; le Timor Leste a fait une demande d'accession à l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) tandis que l'Australie, les États-Unis, la Malaisie, le Pérou et le Viet Nam négocient actuellement leur accession à l'Accord de partenariat Trans-Pacifique en vue d'élargir son champ d'application à de nouveaux domaines tels que les services financiers. En revanche, l'élargissement de la participation n'est, semble-t-il, envisagé pour aucun des accords bilatéraux.

11. Étant donné que le secrétariat de la CESAP est aussi le secrétariat de l'ACAP (voir plus loin section IV), il convient de faire quelques observations au sujet de cet accord commercial régional. L'ACAP continue d'être un moteur potentiel de l'intégration régionale en Asie et dans le Pacifique étant donné qu'il est ouvert à la participation de toutes les économies en développement de la

⁵ Pour en savoir plus, voir Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, *Asia-Pacific Trade and Investment Report 2011* (ST/ESCAP/2596). Les enquêtes portaient sur les six pays suivants: Chine, Japon, Philippines, République de Corée, Singapour et Thaïlande. (Voir aussi Masahiro Kawai et Geneshan Wignaraja, "Asia FTAs: Trends and challenges", Asian Development Bank Institute Working Paper Series No. 44 (Tokyo, Institut de la BAsD, 2009)).

région de la CESAP et que certains des pays les plus dynamiques et les plus vastes de la région y sont parties, à savoir la Chine, l'Inde et la République de Corée, outre le Bangladesh, la République démocratique populaire lao et Sri Lanka. L'ACAP comporte des règles d'origine relativement simple et souple qui pourraient servir de modèle pour des règles d'origine préférentielles communes à la région dans son ensemble. L'ACAP prévoit aussi un assouplissement de ces règles et des concessions tarifaires spéciales pour les pays les moins avancés.

12. Au cours des dernières années, les membres de l'ACAP ont beaucoup progressé dans l'élargissement de la portée de leurs engagements, en particulier grâce à l'adoption d'accords-cadre sur l'investissement (voir aussi section III), les services et la facilitation du commerce et à des consultations sur les mesures non tarifaires. Les membres de l'ACAP sont aussi en train d'affiner leurs règles d'origine en vue d'accroître l'utilisation des concessions tarifaires.

B. La coopération régionale dans le domaine des investissements se développe

13. À l'exception de l'Accord de l'OMC sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce (MIC), il n'existe pas d'accord mondial ou multilatéral sur les investissements⁶. Toutefois, comme on l'a indiqué plus haut, les accords régionaux et bilatéraux de partenariat commercial et économique comportent de plus en plus des dispositions sur la promotion, la protection, la libéralisation des investissements et la coopération dans ce domaine alors que le nombre d'accords internationaux sur les investissements augmente plus lentement. Selon certaines estimations, à la fin de mai 2010, il y aurait près de 2 800 traités d'investissement bilatéraux dans le monde entier. Des pays de la région Asie-Pacifique sont parties à environ 50 % de ces traités. En outre, sur les quelque 170 ACR en vigueur, conclus ou en cours de négociation, auxquels un membre de la CESAP est partie, plus de 60 comportent ou devraient comporter des dispositions sur les investissements. La plupart de ces dispositions ont trait à la coopération en matière d'investissement ou sont très similaires à celles qui figurent dans les traités d'investissement bilatéraux et qui mettent l'accent sur la promotion et la protection des investissements. Seul quelques accords généraux contiennent des dispositions sur la libéralisation des investissements, le cas le plus notable étant l'accord global sur les investissements de l'ASEAN (AGIA).^{7,8}

14. Cet accord de l'ASEAN est probablement l'accord régional le plus poussé sur les investissements qui soit en vigueur entre des pays en développement où que ce soit dans le monde. Il résulte de la consolidation et de la révision de l'Accord-cadre sur la zone d'investissement de l'ASEAN et de l'Accord de l'ASEAN pour la promotion et la protection des investissements. L'AGIA contient des dispositions relatives à la promotion, la libéralisation, la protection des investissements et la coopération en la matière. Dans cet accord, l'investissement est défini au sens large et comprend les investissements de

⁶ L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a entamé en 1995 des négociations sur un accord multilatéral concernant les investissements; cependant trois ans après, ces négociations ont été abandonnées. Pour en savoir plus, voir la base de données de l'OCDE sur les documents relatifs à cet accord. Disponible à l'adresse suivante <<http://www1.oecd.org/daf/mai/index.htm>>.

⁷ www.aseansec.org/documents/FINAL-SIGNED-ACIA-pdf.

⁸ Pour en savoir plus sur les ACR contenant des dispositions sur les investissements, voir Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, *Asia-Pacific Trade and Investment Report 2011* (ST/ESCAP/2596).

portefeuille étrangers. L'AGIA a un caractère novateur étant donné qu'il propose des définitions plus globales et plus claires des concepts et contient des dispositions relatives aux règlements des différends entre États et investisseurs qui sont parmi les plus détaillées de celles que l'on peut trouver dans un accord sur les investissements.

15. Des progrès ont également été réalisés sur le plan des investissements dans le cadre de l'Accord commercial Asie-Pacifique. Les États parties à l'ACAP ont tous signé l'Accord cadre sur la promotion, la protection et la libéralisation des investissements dans les États participants à l'ACAP, qui est actuellement en cours de ratification. Cet Accord-cadre institue la négociation d'un accord de l'ACAP sur la promotion et la protection des investissements et fait obligation aux États parties à cet accord, d'engager des négociations pour améliorer progressivement leur régime d'investissement en vue de libéraliser davantage les investissements entre les membres de l'ACAP. Ces négociations commenceront une fois achevé le processus de ratification. Entre-temps, ces États examinent les modalités et le calendrier d'application des quatre annexes de l'Accord-cadre qui portent sur les questions suivantes: coopération et facilitation, promotion et sensibilisation, libéralisation et protection.

III. Le système commercial multilatéral a besoin d'être confronté à la réalité

16. La crise économique mondiale a conduit de nombreux pays à avoir recours à des mesures protectionnistes après avoir promis devant diverses instances internationales qu'ils n'en feraient rien. L'OMC joue un rôle indispensable pour ce qui est de surveiller les tendances protectionnistes et de promouvoir la contribution du commerce à la croissance et la reprise économiques. Le système commercial multilatéral surveillé par l'OMC est le seul système qui comporte un ensemble universel de règles obligatoires non discriminatoires s'appliquant au commerce international. Cet ensemble de règles a renforcé la stabilité, la transparence et la prévisibilité du commerce international et mérite d'être soutenu par tous les membres de l'OMC. L'aboutissement du Cycle de négociations commerciales multilatérales de Doha serait un signal fort que l'économie mondiale demeure ouverte et tournée vers le commerce international. Cela serait aussi un moyen de protéger le système commercial multilatéral et l'OMC et d'empêcher cette organisation de se transformer en un simple organe de règlement des litiges.

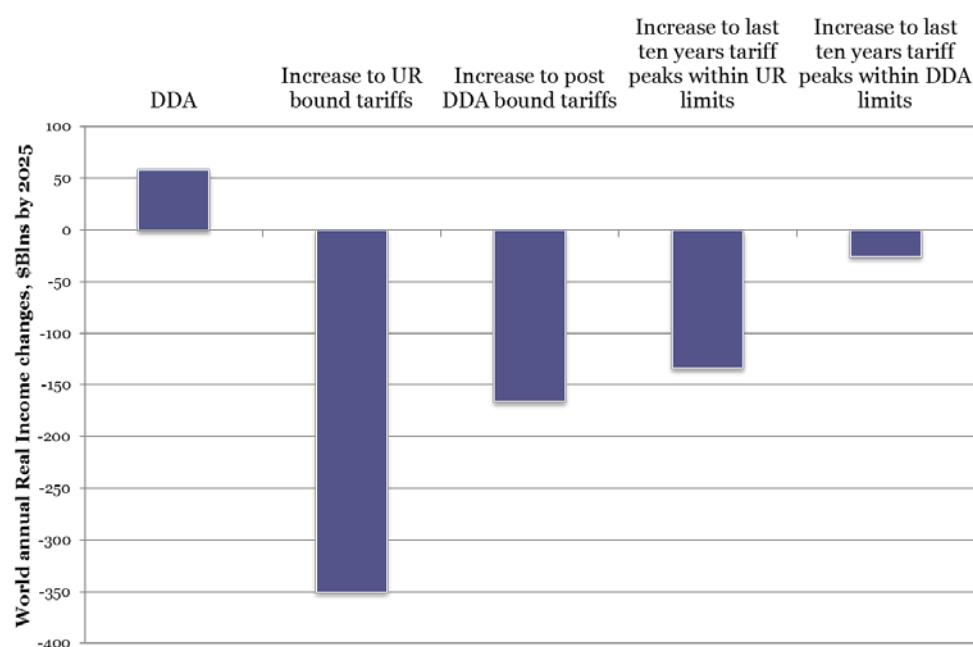
17. Cela dit, si les membres de l'OMC demeurent déterminés à faire aboutir le Cycle de Doha en 2011, leurs positions restent très éloignées dans de nombreux domaines des négociations, en particulier à propos de l'accès aux marchés pour les produits non agricoles. L'Union européenne a fait récemment une proposition visant à sortir de l'impasse et on s'emploie actuellement à accélérer les négociations pour parvenir à conclure le Cycle de Doha. C'est une responsabilité qui incombe à tous les membres de l'OMC. Or au début de mai 2011, rien n'indiquait que les membres de l'OMC soient prêts à faire des compromis pour faire aboutir plus rapidement le Cycle de Doha.

18. Entre-temps, de nombreux débats ont eu lieu sur la valeur de ce qui avait été négocié jusque là au cours du Cycle de Doha ainsi que sur les pertes potentielles et les conséquences négatives pour le système commercial multilatéral qui pourraient résulter de l'incapacité des membres à assurer le

succès du Cycle. Il est difficile de déterminer avec précision quels seraient les gains à tirer d'une issue favorable du Programme de Doha pour le développement ou les coûts d'un échec des négociations étant donné que l'on ne pourrait se fonder que sur des hypothèses. Néanmoins, la valeur des gains directs, compte tenu du développement possible des exportations du fait d'un élargissement de l'accès aux marchés estimée à environ 360 milliards de dollars des États-Unis.⁹ Ce montant n'est peut-être guère impressionnant lorsqu'il est divisé entre les 153 membres de l'OMC (154 lorsque Vanuatu deviendra membre) ou calculé par habitant mais il devrait néanmoins être replacé dans son contexte. Par exemple un échec du Cycle de Doha conduirait à une diminution potentielle des exportations correspondant au double de la balance des transactions commerciales courante de la Chine par rapport au reste du monde.¹⁰ De plus, le montant estimatif des pertes de revenu réel varierait en fonction des différents scénarios correspondant au niveau de protectionnisme qui serait appliqué après l'échec du Cycle de Doha. Une comparaison est établie entre certaines de ces estimations dans la figure ci-dessous. Très brièvement, les scénarios d'évolution des politiques commerciales en cas d'échec du Programme se fondent sur l'hypothèse d'un retour à des tarifs équivalents : a) aux tarifs plafonds négociés lors du Cycle de négociations d'Uruguay ; b) au tarif maximum de la nation la plus favorisée (NPF) depuis 1995 ; ou c) au tarif NPF ou préférentiel appliqué depuis 2008.

Figure

**Coûts potentiels d'un échec du Programme de Doha pour le développement:
Sources des pertes prospérité mondiale**



Source: Antoine Bouët et David Laborde Debucquet «The Potential Cost of a Failed Doha Round». IFPRI Discussion Paper 00886, juillet 2009, p. 16, tableau 4.

⁹ Antoine Bouët et David Laborde Debucquet, "The potential cost of a failed Doha", exposé présenté à l'Organisation mondiale du commerce à Genève, le 2 novembre 2010, sur la base d'un document disponible à l'adresse suivante: <http://www.ifpri.org/publication/potential-cost-failed-doha-round-0>

¹⁰ Selon des indicateurs économiques et financiers publiés dans *The Economist* le 30 avril 2011, l'excédent commercial de la Chine atteignait en mars 2011 pour les 12 mois précédents 169.3 milliards de dollars des États-Unis.

19. Le commerce de produits agricoles constitue un élément important de l'accord. Grâce à l'OMC et au processus de négociations commerciales multilatérales, le commerce agricole a été inscrit sur la liste des questions donnant lieu à des négociations. Cela a poussé un certain nombre de pays à réformer leurs politiques agricoles, ce qui s'est traduit par de moindres distorsions du commerce de produits agricoles et de meilleures perspectives d'amélioration de la sécurité alimentaire dans les pays en développement.¹¹ Néanmoins, ce secteur reste sensible et aucun consensus sur le niveau des tarifs, des subventions et sur d'autres questions telles que le mécanisme dit de sauvegarde ne s'est dégagé jusqu'à présent).

IV. Le rôle de la CESAP

20. La CESAP joue un rôle important dans la promotion du commerce et des investissements intrarégionaux. Deux activités du secrétariat se distinguent en matière de promotion du commerce intrarégional en plus de la facilitation du commerce qui fait l'objet du document publié sous la cote E/ESCAP/CTI(2)/1 : a) le développement des capacités analytiques, normatives de négociation des membres et membres associés de la CESAP ; et b) son rôle en tant que secrétariat de l'ACAP.

21. En ce qui concerne le point a) ci-dessus, le secrétariat a continué à fournir une assistance technique dans le domaine de la politique commerciale en coopération avec des partenaires clefs, tels que l'OMC, et d'autres organismes des Nations Unies, en particulier la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED). À cette fin, la CESAP organise des cours sur les politiques commerciales et des stages de formation spécialisée sur les accords de l'OMC et les questions relatives au Programme de Doha pour le développement ainsi que des dialogues régionaux de politique générale entre des représentants de gouvernements, du secteur privé, d'organisations non gouvernementales et d'autres parties prenantes. Diverses manifestations ont été organisées en 2010, notamment des consultations de haut niveau sur le Programme de Doha pour le développement. La CESAP et ses partenaires ont également mis en place des programmes supplémentaires de renforcement des capacités en matière d'élaboration de politiques commerciales fondées sur des données factuelles. Dans toutes ces activités, une attention spéciale a été accordée aux pays les moins avancés et aux pays en développement sans littoral. Les pays qui sont récemment devenus membres de l'OMC (Cambodge, Népal et Tonga) et ceux qui sont en cours d'accession à l'OMC (Azerbaïdjan, Bhoutan, Kazakhstan, République démocratique populaire lao et Vanuatu) ont eu accès à ces programmes durant les négociations d'accession ainsi que durant la phase de mise en œuvre.

22. Le Réseau Asie-Pacifique de recherche et de formation dans le domaine du commerce (ARTNeT) mérite une mention spéciale. Un tiers du programme de recherche de l'ARTNeT a été consacré à diverses questions liées au régionalisme et il est prévu qu'ARTNeT continue à contribuer à l'étude empirique des liens entre la diversification économique et les accords commerciaux régionaux/bilatéraux dans le cadre de la phase III du programme. Des études ont déjà été effectuées sur la libéralisation de l'agriculture dans le contexte des ACR, la libéralisation des services et le rôle des ACR dans le renforcement des

¹¹ Kym Anderson, *Distortions to Agricultural Incentives: A Global Perspective, 1955-2007* (Londres, Banque mondiale et Palgrave Macmillan, 2009).

réseaux de productions internationaux. D'autre part, par l'intermédiaire d'ARTNeT, une attention particulière a été accordée à la formulation de politiques favorables à l'intégration, l'accent étant mis en particulier sur l'ASEAN, compte tenu de son stade avancé d'intégration économique, et la sous-région Bassin du Mékong.

23. En 2010, la CESAP (dans certains cas en collaboration avec d'autres partenaires) a dispensé une formation aux questions relatives au commerce et aux investissements à 446 personnes dont 25 % environ étaient des femmes. Les évaluations postérieures des activités de formation réalisées dans le cadre d'ARTNeT et du Programme OMC/CESAP d'assistance technique ont montré que 81 % des participants estimaient que leur aptitude à concevoir, négocier et exécuter des politiques commerciales s'était améliorée à la suite de ces activités et que 94 % des participants étaient satisfaits ou très satisfaits du résultat global de cette formation.

24. La Division du commerce et de l'investissement du secrétariat a lancé la Base de données APTIAD afin de fournir aux observateurs et aux acteurs (administrations publiques, chercheurs et spécialistes de l'analyse des politiques) un outil utile pour suivre et analyser l'évolution des accords commerciaux. Cette base de données en ligne comprend trois plateformes : a) les accords commerciaux ; b) les indicateurs interactifs du commerce ; et c) le glossaire. La plateforme pour les accords commerciaux met à la disposition des utilisateurs un descriptif détaillé et des renseignements à jour sur les dispositions des ACR, notamment les accords commerciaux bilatéraux, qui ont été signés, sont en vigueur ou sont en cours de négociation. Pour chaque accord figurent des liens vers : a) le texte de l'accord en anglais (lorsqu'il existe) ; b) d'autres sites pertinents ; et c) le processus de notification à l'OMC et d'examen par l'Organisation, conformément au Mécanisme pour la transparence des accords commerciaux régionaux.¹²

25. Pour promouvoir l'harmonisation fonctionnelle des ACR et la définition de cadres communs, on peut avoir recours à la base de données pour suivre et surveiller le fonctionnement des ACR par l'intermédiaire de la plateforme des indicateurs interactifs du commerce. Celle-ci est conçue pour aider les décideurs publics à calculer certains des indicateurs les plus couramment utilisés concernant l'élément réel du profit des échanges commerciaux d'une économie. En mai 2011, la base de données portait sur plus de 170 accords et proposait plus de 20 indicateurs du commerce, y compris des indices interactifs ainsi que des séries précalculées d'indicateurs conçus pour aider les analystes et les décideurs à évaluer les effets et les contributions économiques de ces accords.

¹² Des explications sont données sur le Mécanisme pour la transparence et d'autres règles multilatérales se rapportant aux accords commerciaux régionaux par Mia Mikic dans un article intitulé : « Multilateral Rules for regional trade agreements : past, present and future » publié dans « Emerging Trade Issues for Policymakers in Developing Countries in Asia and the Pacific » (Publication des Nations Unies, N° de vente E.09.III.F.4), chap.10, p. 215 à 237. Disponible à l'adresse suivante: www.unescap.org/tid/publication/tipub2526_chap10.pdf. De plus la page web pertinente de l'OMC peut être consultée à l'adresse suivante: www.wto.org/english/tratop.e/region_e/trans_mecha_e.htm.

26. Outre les modalités susmentionnées, on trouvera dans le rapport annuel sur le commerce et l'investissement les conclusions de l'analyse et des recherches effectuées par le secrétariat. La dernière livraison du rapport doit paraître en 2011.¹³

27. La Division du commerce et de l'investissement assure également des services de secrétariat pour l'ACAP; elle établit notamment des documents d'information et des études analytiques et fournit un appui technique et logistique direct aux comités permanents et aux conseils ministériels de l'ACAP. La Mongolie a bénéficié d'un appui technique en prévision de son accession à l'Accord. En 2010, quatre des six États parties à l'ACAP ont ratifié à la fois l'Accord-cadre sur la facilitation du commerce dans les États participants à l'ACAP et l'Accord-cadre sur la promotion, la protection et la libéralisation des investissements dans les États participants à l'ACAP. Tout au long de 2010, le secrétariat a continué à fournir une assistance aux membres de l'ACAP en vue de la finalisation du quatrième cycle de négociations sur les concessions tarifaires préférentielles et de la conclusion, la signature et la ratification des accords-cadres susmentionnés.

28. En combinant ses fonctions analytiques et normatives, le secrétariat continuera à donner des orientations et à apporter un appui aux membres et membres associés de la CESAP lorsqu'ils négocient de nouveaux accords régionaux ou élargissent la portée de ceux qui existent déjà pour y intégrer des dispositions qui transformeront ces accords en instruments de renforcement d'une croissance inclusive et durable.

V. Questions à soumettre à l'examen du Comité

29. Le Comité souhaitera peut-être délibérer sur les questions suivantes et sur le rôle du secrétariat à cet égard :

a) Étant donné qu'on ne saurait trop insisté sur la nécessité de conclure rapidement le Cycle de Doha et de répondre comme il convient aux préoccupations des économies en développement de la région, la participation et l'engagement actifs de tous les membres de l'OMC sont indispensables à cet égard ;

b) Il faut promouvoir la coopération régionale pour renforcer le commerce et les investissements intrarégionaux et faire en sorte que le commerce et les investissements contribuent à un développement inclusif et durable ;

c) Il faut renforcer les ACR du point de vue de leur couverture (commerce de biens, de services et dans d'autres domaines) et de la profondeur des engagements des économies concernées et élargir le cercle des parties à ces accords afin de maximiser la création de courants d'échanges commerciaux et faire en sorte qu'ils deviennent des éléments constitutifs véritables et efficaces du système commercial multilatéral ;

d) Il faut établir des modalités et des cadres communs permettant de faciliter la consolidation fonctionnelle et géographique des ACR en vue de réduire l'effet « bol de nouille » ;

¹³ Voir note 2.

e) L'ACAP pourrait jouer un rôle potentiellement important en tant que moteur de la mise en place d'approches novatrices pour renforcer les ACR et l'intégration économique régionale en général. À cette fin, il faudrait renforcer encore l'ACAP et élargir le cercle des parties à cet accord ;

f) Il faut développer encore les ACR à l'appui des chaînes de valeurs régionales régies par les entreprises ;

g) Il est nécessaire de renforcer l'aide pour le commerce en l'axant sur les domaines suivants : i) le renforcement des capacités des pays en développement en matière de négociation et d'application des accords commerciaux multilatéraux et régionaux ; ii) le renforcement des capacités d'offre dans le domaine du commerce et de l'investissement ; et iii) l'amélioration des modalités de renforcement de la coopération régionale dans ce domaine, y compris dans le contexte des ACR ;

h) Il est nécessaire d'accroître la pertinence et la contribution des modalités de coopération et d'analyse commerciale régionale mises en place par la CESAP telles que la base de données sur les accords commerciaux et d'investissement dans la région de l'Asie-Pacifique, le rapport sur le commerce et l'investissement en Asie et dans le Pacifique et le Réseau Asie-Pacifique de recherche et de formation dans le domaine du commerce.
